



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

ANNEXE 3

de la Décision d'exécution de la Commission relative au plan d'action annuel en faveur de la République de Guinée pour 2022

Document d'action pour la Facilité de coopération et de communication

PLAN D'ACTION ANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action/la mesure au sens de l'article 23 du règlement IVCDI - Europe dans le monde.

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'Action

1. Intitulé CRIS/OPSYS Acte de base	Facilité de Coopération et Communication CRIS Décision 2021/43760 – OPSYS Réf. ACT- 61453 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI - Europe dans le monde)
2. Initiative 'Team Europe'	<input checked="" type="checkbox"/> Non applicable <input type="checkbox"/> En soutien à une initiative Team Europe (inter alia)
3. Zone bénéficiaire de l'action	République de Guinée
4. Document de programmation	Programme Indicatif Multiannuel 2021 – 2027
5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés	Tous les objectifs du PIP, à savoir : <ul style="list-style-type: none">– Transition et économie verte– Développement Humain– Gouvernance et gestion de la migration
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES	
6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	Non applicable
7. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD principal: ODD17 - partenariats pour la réalisation des objectifs Autres ODD ciblés: ODD 1 - Pas de pauvreté, ODD 5 – Égalités de sexes, ODD 4 – Education de qualité, ODD 8 – Travail et croissance économique, ODD 10 – Réduction des inégalités, ODD 13 - Lutte contre les changements climatiques, ODD 15 – Protection de la flore et de la faune terrestre.
8 a) Code (s) CAD	<ul style="list-style-type: none">– 15110 Politiques publiques et gestion administrative (50 %)– 15170 Organisations et mouvements de défense des droits des femmes et institutions gouvernementales (15 %)– 22011 Politique de communication, planification et administration (25 %)

	– 16066 Culture (10%)			
8 b) Principal canal de distribution @	42000 – Institution de l'Union européenne			
9. Objectifs de dépenses	<input type="checkbox"/> Migration <input type="checkbox"/> Climat <input type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance <input type="checkbox"/> Education			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif politique général @	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Alimentation @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Biodiversité @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	11. Marqueurs internes et Tags:	Objectifs politiques	Non ciblé	Objectif significatif
Numérisation Tags: connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique création d'emplois compétences/compétences numériques services numériques		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
Connectivité Tags: transports contacts interpersonnels énergie		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

	connectivité numérique		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	Ligne budgétaire: (ligne et poste budgétaire): BGUE-B2022-14.020120-C1-INTPA Coût total estimé: 4 000 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE: 4 000 000 EUR			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)	Gestion directe par : - Subventions - Marchés publics			
14. Type de mesures	<input checked="" type="checkbox"/> Facilité de coopération <input type="checkbox"/> Mesures en faveur de la société civile			

1.2 Résumé de l'Action

La Facilité de Coopération et de Communication (FCC) est un outil horizontal qui aura pour but de maximiser l'efficacité de la coopération européenne afin de réduire la pauvreté et stimuler le développement économique et social durable de la République de Guinée. Elle soutient les étapes du cycle de projet et répond aux besoins spécifiques de renforcement du dialogue politique dans les domaines stratégiques du partenariat UE-Guinée. Elle inclut aussi la promotion des valeurs fondamentales de la coopération européenne : « ne laisser personne de côté », utilise une approche fondée sur les droits, et garantit le respect de l'égalité des chances entre les hommes et les femmes. Elle aide en outre à mettre en œuvre la diplomatie économique et culturelle de l'UE en Guinée. Enfin, cette facilité devrait améliorer la qualité et la visibilité des interventions de l'UE et de ses Etats membres dans le cadre de l'approche Team Europe et leur intégration dans les approches sectorielles cohérentes coordonnées avec les autres partenaires ainsi qu'à l'avancement vers une programmation conjointe.

L'**objectif global** de la Facilité de Coopération et de Communication (FCC) est d'optimiser l'efficacité de l'aide au développement européenne afin de soutenir un développement socio-économique durable dans le pays, ainsi que renforcer les intérêts et les positions de l'UE en Guinée.

Les objectifs spécifiques sont:

1. Soutenir le développement des capacités et le renforcement des institutions et du capital humain, la réforme de l'État et la modernisation de l'administration, notamment au moyen de l'assistance technique et d'un échange d'expertise publique ainsi que la promotion de la participation du pays aux programmes de l'UE et de ses États membres ;
2. Assurer la communication Stratégique et la Diplomatie Publique au travers d'événements et de campagnes à grande échelle autour des priorités identifiées dans le PIM qui démontrent la valeur ajoutée de l'UE dans le pays, d'activités de communication politique autour du Global Gateway, du Pacte Vert, du plan d'action Genre (GAP III) et des interventions spécifiques en matière de dialogue stratégique et sectoriel ;
3. Faciliter la programmation conjointe et la coordination des acteurs dans le cadre de l'approche Equipe Europe au niveau pays. Réalisation d'études pour accompagner la mise en œuvre et l'évaluation de l'action européenne 2021-2027 ;

4. Assister dans la mise en œuvre du FEDD+ notamment avec des études préparatoires et l'appui aux institutions de promotion des investissements ou de soutien au secteur privé.

La Facilité de Coopération et de Communication contribuera principalement à l'ODD17 et de façon significative à l'ODD 5. En effet, la FCC jouera un rôle important dans la facilitation du dialogue avec les partenaires étatiques, les acteurs de la société civile, le secteur privé et les autres partenaires techniques et financiers. L'ODD 5 est concerné par l'obligation qu'impose le GAP III¹ en matière d'intégration du genre dans les différentes interventions de l'UE et ses partenaires ainsi que la promotion d'autres formes d'inclusion socio-économiques et politiques. D'autres ODD seront aussi touchés par cette action. Il s'agit de l'ODD 1 - Pas de pauvreté, ODD 4 - Education de qualité, de l'ODD 8 - Travail et croissance économique et des ODD 10, 13, et 15 à travers des appuis techniques directs ou des programmes de coopération dans les domaines liés à la protection du capital naturel, de la création des emplois, la promotion du secteur privé et la formation professionnelle.

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

L'Union européenne (UE) et la République de Guinée entretiennent de solides relations dans les domaines politique, commercial et de coopération au développement. Longtemps encadré par l'Accord de Cotonou, cette coopération est en train de connaître une transformation profonde, traduite dans les actions par un changement d'approche. Cette nouvelle forme de coopération qui prend appui sur les acquis antérieurs est fortement basée sur des résultats et nouveaux enjeux comme l'égalité de genre, la gestion de la migration, l'amélioration du climat des affaires et la création des emplois, la protection du capital naturel, la situation socio-politique, etc.

Pour concrétiser ce changement de paradigme, l'Union européenne a élaboré un Programme Indicatif Pluriannuel 2021-2027 (PIP) selon les principes de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement (2005). Cela a permis de prendre en compte la nouvelle stratégie globale de l'Union européenne et le contexte sanitaire imposé par la situation post-Covid 19. Ce document comprend trois (3) domaines prioritaires: la transition verte (1) le développement humain (2) et la démocratie, gouvernance et gestion de la migration (3).

A travers cette action, l'UE consacrera des ressources nécessaires pour la mise en œuvre de ses principales priorités et thématiques transversales et facilitera la coordination dans le cadre de l'approche Equipe Europe.

Nouveau contexte politique en Guinée

La mise en œuvre de cette action se déroule dans un contexte politique inédit. Le coup d'état du 5 septembre 2021 impacte fortement les objectifs assignés au PIP 2021-2027 même si cette dernière contenait déjà des points importants en matière de gouvernance et de démocratie. De ce fait, l'intervention de l'UE devra prendre en compte les nouveaux enjeux, notamment ceux liés à l'appui au processus de transition politique en appuyant les actions d'amélioration de la gestion publique, de lutte contre la corruption et de réconciliation nationale.

Egalité homme-femme

Malgré les progrès réalisés sur le plan légal et institutionnel, les inégalités de genre continuent de persister. En dehors de la prédominance des règles et pratiques coutumières et patriarcales, les problèmes de genre renvoient à la faible participation des femmes en terme de représentation aux postes électifs et nominatifs, l'accès réduit aux ressources techniques, naturelles et financières, la vulnérabilité face aux changements climatiques, l'accès limité aux services sociaux de base et la persistance des violences à l'égard des femmes et filles.

Cette action permettra de soutenir la mise en œuvre des aspects relatifs à la mise en œuvre du GAP III, comme la concertation et coordination avec les Partenaires Techniques et Financiers (PTF). Elle inclura aussi les analyses genres spécifiques utiles à l'opérationnalisation de la programmation 2021-2027 ainsi que les activités de sensibilisation lors de certaines journées internationales dédiées à l'égalité de genre.

Communication stratégique et culture

Dans l'environnement de l'information d'aujourd'hui, il est de plus en plus nécessaire de s'engager davantage et mieux avec les citoyens des pays partenaires, pour accroître leur compréhension et leur soutien aux valeurs

¹ Le Plan d'Action Genre III (GAP III) de l'Union européenne a été adopté par 24 États Membres à travers des [Conclusions de la Présidence du Conseil européen](#) du 16 décembre 2020 (13947/20).

internationalement reconnues ainsi qu'aux objectifs et actions de l'UE. En tant qu'acteurs protagonistes du changement social, la jeunesse est la cible principale de cette communication. Une communication stratégique et moderne sera nécessaire afin d'établir un dialogue étroit avec la jeunesse guinéenne.

La culture joue un rôle clef dans les efforts déployés pour mettre la jeunesse au centre du développement et la cohésion sociale, la promotion de la Paix, faciliter l'apaisement et la culture citoyenne. L'UE se propose de soutenir des activités variées dans ce domaine pour renforcer sa communication et donner un soutien au dialogue culturel et interculturel en étroite relation avec les valeurs internationalement reconnues.

Capital naturel

Riche en ressources naturelles, la Guinée voit ses ressources se dégrader de jour en jour. La déforestation causée par la production de charbon végétal et l'agriculture occasionnent la disparition de plusieurs hectares de forêts par an, notamment des mangroves. Cette facilité technique permettra de soutenir la mise en œuvre des programmes de protection et de réhabilitation des paysages forestiers productifs ainsi que de résilience communautaire face aux changements climatiques prévus dans le PIP 2021-2027 à travers des études et actions de sensibilisations spécifiques.

Climat des affaires et création des emplois

Le secteur privé reste handicapé par les conditions d'accompagnement peu favorables (faible revenu, faible transformation bancaire au bénéfice des PME et TPE, taux d'intérêt de prêt dissuasifs et faible protection, main d'œuvre qualifiée très limitée...). Cela se répercute particulièrement sur l'emploi, notamment celui des jeunes. Un autre élément à signaler reste l'ampleur du secteur informel. Cette action permettra d'appuyer la mise en œuvre du FEDD², et donc le secteur privé à travers des études de préparation des projets et l'appui à l'amélioration du climat des affaires. Cette composante permettra de financer les institutions de promotion des investissements ou des plateformes de soutien au secteur privé.

Analyse des politiques publics du pays partenaire

Jusqu'à l'avènement du coup d'état du 05 septembre 2021, le document de planification stratégique de référence en Guinée était le Plan National de Développement Economique et social (PNDES). Après la mise en œuvre du PNDES 1 entre 2016-2020, le gouvernement a été interrompu dans l'élaboration du PNDES 2 par la nouvelle situation politique.

A présent, le cadre stratégique de référence est la feuille de route de la transition proposée par le Premier Ministre et validée par le Président de la transition le 25 décembre 2021. Ce cadre d'intervention est composé de cinq (5) axes majeures : Réformes constitutionnelles (1), Réformes macroéconomique et financière (2), Amélioration du cadre légal et la gouvernance (3), Action sociale, emploi et employabilité (4) et infrastructures et assainissement (5).

Au regard des analyses ayant précédé le coup d'état et qui ont largement influencé l'élaboration du Programme Indicatif Multiannuel, il est important de maintenir les appuis programmés tout en adaptant certains d'entre eux pour les besoins de soutien à la transition politique. Ainsi, cette action de l'UE est cadrée pour favoriser la poursuite de l'exécution des programmes du 10^{ème} et 11^{ème} FED en cours ainsi que la mise en place de nouveaux programmes d'appui.

2.2 Analyse des problèmes

Brève analyse des problèmes:

Le renforcement des capacités des autorités nationales dans le cadre de la mise en œuvre de la coopération entre la Guinée et l'UE est un défi majeur. Même si des avancées majeures sont à noter comme l'amélioration des capacités en terme de maîtrise des procédures de gestion de l'aide de l'UE, il est nécessaire de doter la délégation de l'UE et ses partenaires, de ressources nécessaires pour renforcer leurs capacités d'implémentation afin d'améliorer l'efficacité et l'efficacé de leurs interventions.

En plus, les changements politiques intervenus récemment ont eu un impact de taille sur l'organisation et le fonctionnement de l'administration publique. La volonté des nouvelles autorités de rajeunir les structures administratives est confrontée à un problème de compétence et d'expériences des nouveaux cadres promus aux

² Fonds Européen de Développement Durable Plus

postes de responsabilité ; beaucoup d'entre eux ayant été débauchés du secteur privé. Cette action permettra de relever leur niveau sur les outils de gestion publique et la déontologie administrative.

En outre, le changement d'approche et de cadre financier (Passage du FED au NDICI) requiert un renforcement de capacités des acteurs du développement. Ainsi, en plus de jouer le rôle dans la compréhension des enjeux et des outils liés à cette nouvelle modalité, la Facilité de Coopération et Communication aidera la délégation de l'UE à coordonner et à assurer la complémentarité avec les activités du MIP régional et du Plan Européen d'Investissement Extérieur afin que la République de Guinée saisisse pleinement les différentes opportunités qui lui sont offertes.

Par ailleurs, cette action permettra à l'UE de répondre à certains besoins ponctuels de ses partenaires étatiques. En effet, malgré l'existence d'un cadre de programmation, il est important de noter qu'avec des investissements modestes (par exemple la promotion de la démocratie, l'appui aux élections, la promotion de la sécurité et la lutte contre la corruption), l'UE peut obtenir des résultats importants pour contribuer à la stabilité du pays et augmenter de manière substantielle sa visibilité.

Enfin, la promotion de la prise en compte des questions de genre et des droits humains reste un défi. La facilité renforcera la mise en œuvre des projets/programmes et le dialogue politique sur ces aspects.

Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action:

Ce programme met en relation plusieurs structures étatiques et non-étatiques. D'abord, les structures de l'administration publiques à travers leurs demandes de mobilisation de ressources sur la Facilité de Coopération et Communication (FCC) pour des actions spécifiques qu'elles initieront dans le cadre de la coopération entre la Guinée et l'UE. Ensuite, le secteur privé et la société civile comme acteurs et partenaires dans le développement du pays. En effet, malgré le rôle important du secteur privé dans le développement économique du pays, il n'est pas suffisamment structuré et manque de compétences pour enclencher sa propre transformation. Quant à la société civile, elle reste faible mais assume quand même un rôle capital dans la préservation des acquis démocratiques, le respect des droits de humains, la stabilité sociale et la protection de l'environnement. Enfin, les Etats membres de l'UE à travers les Initiatives de la Team Europe³ et les autres partenaires techniques et financiers qui collaborent traditionnellement avec l'Union européenne dans la mise en œuvre de l'aide au développement.

Dans l'ensemble, tous les acteurs concernés par cette action ont besoin d'être appuyés pour leur permettre de contribuer efficacement à la mise en œuvre de la coopération entre l'UE et la Guinée. Ces appuis intégreront le renforcement de capacités et des sensibilisations sur l'approche genre et celle basée sur les droits.

3 DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

L'**objectif global** de la Facilité Technique de Coopération (FCT) est d'optimiser l'efficacité de la coopération UE-Guinée afin de soutenir un développement socio-économique durable dans le pays et renforcer les intérêts et positions de l'UE en Guinée.

Les objectifs spécifiques de cette action sont :

1. **Objectif spécifique 1 :** Soutenir le développement des capacités et le renforcement des institutions et du capital humain, la réforme de l'État et la modernisation de l'administration, notamment au moyen de l'assistance technique et d'un échange d'expertise publique ainsi que la promotion de la participation du pays aux programmes de l'UE et de ses États membres ;
2. **Objectif spécifique 2 :** Assurer la communication Stratégique et la Diplomatie Publique à travers d'événements et de campagnes à grande échelle autour des priorités identifiées dans le PIM qui démontrent la valeur ajoutée de l'UE dans le pays, d'activités de communication politique autour du Global Gateway, du Pacte Vert, du plan d'action Genre (GAP III) et des interventions spécifiques en matière de dialogue stratégique et sectoriel ;

³ Initiative de l'Equipe Europe

3. **Objectif spécifique 3:** Faciliter la programmation conjointe et la coordination de la Team Europe au niveau pays. Réalisation d'études pour accompagner la mise en œuvre et l'évaluation de l'action européenne 2021-2027 ;
4. **Objectif spécifique 4 :** Assister dans la mise en œuvre du FEDD+ notamment avec des études préparatoires et l'appui aux institutions de promotion des investissements ou de soutien au secteur privé.

Les produits de cette action contribuant aux objectifs spécifiques correspondant sont les suivants :

- **Produit 1, contribuant à l'objectif spécifique 1 : Appui direct aux projets/programmes.** Les projets/programmes du PIP 2021-2027 sont tous identifiés, élaborés, exécutés, suivis, évalués et capitalisés ;
- **Produit 2, contribuant à l'objectif spécifique 2 : Dialogue sectoriel :** L'action de l'UE contribue décisivement à la mise en place d'un dialogue constructif sur les politiques ainsi qu'à une coordination efficace au niveau sectoriel.
- **Produit 3, contribuant à l'objectif spécifique 2 : Communication stratégique :** L'action de l'UE et son partenariat avec le pays est soutenue et mieux reconnue, en particulier sur les priorités de notre partenariat y compris le GAP III.;
- **Produit 4, contribuant à l'objectif spécifique 4 : Team Europe Initiative :** La Team Europe travaille en étroite collaboration dans la mise en œuvre des Team Europe Initiatives et de la stratégie commune ;
- **Produit 5, contribuant à l'objectif spécifique 5 : Plan d'investissement extérieur :** La mise en œuvre du FEDD+ en Guinée est promue grâce à un partenariat solide avec les acteurs du secteur privé, le secteur bancaire et les institutions financières internationales.

3.2 Activités indicatives

Activités du Produit 1 :

- Provision d'expertise à court et moyen terme pour faire des études (études et revues sectorielles, cartographie sectorielle des acteurs clé, analyses genre sectorielles, enquêtes, audits etc.), contribuer aux différentes étapes du cycle des projets (identification, formulation, suivi/évaluation, communication et visibilité, comptabilité/audit si nécessaire) dans le cadre du IVCDI Europe dans le monde ;
- Organisation de forum, conférences (organisées par l'UE ou d'autres institutions), séminaires et formations sur des thèmes prioritaires de la politique de développement de l'UE et le Partenariat UE-Afrique (réformes économiques, démocratie, gouvernance, sécurité, égalité de genre, environnement, digitalisation, commerce, migration et déplacements forcés, etc.) ;
- Suivi technique des projets à travers les indicateurs établis dans les cadres logiques des projets ;
- Participation aux exercices de monitoring externe (ROM) et évaluations des projets et assurer le suivi des recommandations ;
- Appui-conseil aux ministères techniques et unités de gestion de projet pour que la gestion comptable, financière, contractuelle et administrative des projets soit conformes aux procédures de l'UE ;
- Organisation d'événements pour la promotion du dialogue politique et sectoriel dans les domaines de la coopération entre l'UE et la Guinée. Participation des parties prenantes-clés (gouvernement et acteurs non étatiques) à des événements du même genre sur des sujets d'intérêts commun ;
- Activités liées à la coordination de l'Union européenne avec ses États membres et les autres partenaires au développement dans le cadre de la mise en œuvre des Team Europe Initiatives.

Activités du Produit 2 :

- Organisation de conférences, séminaires, séances de formation (séminaires, ateliers) et information, réunions, rencontres avec les autorités nationales, Etats membre et autres partenaires au développement, organisations de la société civile et autorités locales;
- Assistance technique au groupes sectoriels de coordination
- Renforcement ciblé des capacités de la société civile en fonction des besoins identifiés pour renforcer leur rôle en tant qu'acteur dans les politiques de développement

Activités du Produit 3 :

- Réalisation d'activités de communication stratégique et de diplomatie publique autour des sujets d'intérêts convergents de l'UE et de la Guinée (valeurs et intérêts de l'Europe, relance économique, transition écologique, jeunesse, égalité de genre, migration, etc.). Possible recrutement d'une agence spécialisée pour accompagner la Délégation dans des différentes campagnes et initiatives de communication stratégique, y compris une campagne de sensibilisation à grande échelle
- Utilisation de plusieurs vecteurs : réseaux sociaux, radio communautaires, bandes dessinées, dessins animés, web forum, relations-presse, sponsoring, publicité, édition de magazines
- Réalisation de sondages d'opinion et suivi professionnel des créateurs d'opinion dans les réseaux sociaux, les médias, etc
- Organisation d'événements de visibilité autour de la journée de l'Europe (9 mai) et de certaines journées européennes et mondiales (droits de l'homme, 8 Mars, 16 jours d'activisme contre la violence basée sur le genre, etc.) ;
- Organisation des visites conjointes de projets sur le terrain ;
- Identification et valorisation des histoires à succès des projets/programmes de l'UE ;
- Collaboration plus structurée avec les médias à travers le renforcement des capacités, séminaires de formation, création de club de presse et autres rencontres informelles ;
- Création et renforcement des outils de communication de la Délégation (sponsoring réseaux sociaux, outils de veille, etc.) ;
- Lancement d'initiatives dédiées à contrer la désinformation et la manipulation de l'information.
- Organisation des activités de promotion de l'égalité de genre et l'autonomisation de femmes en collaboration avec la société civile ;
- Provision d'expertise à court et moyen terme pour faire des études dans la mise en œuvre du GAP III dans ses actions et dialogue avec les parties prenantes ;
- Organisation de séminaires, conférences et formations spécifiques autour du sujet genre avec les staff de la délégation et des EMs, le gouvernement, la société civile et autres parties prenantes ;
- Participation à des campagnes de sensibilisation et de lutte contre les mutilations génitales féminines et les violences basées sur le genre

Activités du Produit 3:

- Activités liées à la coordination de l'Union Européenne avec ses Etats membre et les autres partenaires dans le cadre de la mise en œuvre des Team Europe Initiatives ;
- Activités et événements pour faciliter le progrès vers la programmation conjointe de l'UE et de ses Etats membre.

Activités du Produit 4:

- Appui aux initiatives de promotion du climat des affaires (forums, rencontres, séminaires, etc...) ;
- Soutien aux renforcement de capacités des structures de coordination et/ou faitières/plateformes du secteur privé ;
- Organisation d'événements de diplomatie économique et culturelle européenne.

3.3 Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique

La facilité de coopération, en tant qu'outil permettant de transmettre la dimension extérieure des politiques internes de l'UE, promouvra les principes du Pacte Vert, en se concentrant sur l'accélération des voies vers des sociétés plus durables sur le plan environnemental, avec des économies à faible émission de carbone, résilientes aux impacts du changement climatique et protégeant leurs écosystèmes et leur biodiversité. La valeur ajoutée de l'action de l'UE se reflétera dans la promotion du Pacte Vert de l'UE et notamment des documents politiques clés de l'UE comme les stratégies d'adaptation, de biodiversité, de la ferme à la fourchette et de circularité.

Etant un défi auquel est confronté la Guinée, la lutte contre les changements climatiques sera prise en compte dans la mise en œuvre de cette action à travers l'appui aux campagnes de sensibilisation et de communication dans le domaine. Cette action financera aussi des études d'impact environnemental ou de risque climatique, en fonction des besoins de la mise en œuvre des programmes et projets financés par l'UE.

Enfin, dans le cadre de sa gestion, la FCC prendra en considération les mesures visant à minimiser les émissions de carbone (par exemple, l'optimisation des voyages en avion, les mesures de compensation du CO₂), à utiliser les énergies renouvelables et les mesures d'économie d'énergie, à réduire les déchets et à aider à la réutilisation et au recyclage.

Résultats de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) : Catégorie C (aucune évaluation supplémentaire n'est nécessaire).

Résultats de l'examen analytique de l'évaluation des risques climatiques (NA)

Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention G1⁴. Cela implique qu'à travers l'action, les enjeux liés au genre seront évoqués dans le renforcement des capacités du staff de la délégation de l'UE, des Etats membres, des partenaires de mises en œuvre, de la société civile, du secteur privé et des structures étatiques afin qu'ils puissent entretenir la dynamique dans les projets/programmes en cours, ceux en formulation et ceux à venir. En d'autres termes, plusieurs ateliers de formations et de sensibilisation seront organisés pour promouvoir l'approche genre en général et le Plan d'Action Genre III de l'Union Européenne en particulier. Un ciblage spécifique de groupements/plateformes de femmes sera fait lors de l'identification des bénéficiaires des activités de renforcement de capacités techniques et institutionnelles.

Droits de l'homme

Les droits humains seront au cœur de notre communication et diplomatie politique dans la promotion des valeurs fondamentales. L'approche basée sur les droits humains, notamment la boîte à outils de l'UE conçue à cet effet, sera toujours prise en compte dans la mise en œuvre du partenariat UE-Guinée.

Invalidité/Handicap

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention D0. Cela implique qu'aucune activité spécifique n'est visée dans ce sens.

Démocratie

Vu le contexte politique que connaît actuellement la Guinée, les appuis au bon déroulement de la transition seront déterminant pour l'avenir du pays. Des actions d'accompagnement des différents scrutins pourront également être intégrées à la présente action.

Les activités de communication et de diplomatie publique seront des essentielles car elles permettront de faire la promotion des valeurs démocratiques universelles. Dans cette dynamique la communication utilisera, par exemple, des campagnes de promotion de la participation politique des jeunes et des femmes.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

La transition politique ouverte à la suite du coup d'Etat du 5 septembre 2021 est une période très sensible en Guinée. En effet, des incertitudes existent encore sur les capacités des nouvelles autorités à poursuivre leurs ambitions sans être contrariées par les anciens dignitaires du régime déchu. Ensuite, au regard du passé électoral récent du pays, les risques liés aux affrontements entre communautés ne sont pas à exclure lors des scrutins à venir. Enfin, même si la Guinée semble pour le moment épargnée, il est important de prêter une attention soutenue aux questions sécuritaires liées au terrorisme auxquelles les pays de l'Afrique de l'ouest sont confrontés.

La présente action prendra en compte toutes les considérations ci-dessus dans les interventions à financer, notamment celles qui concernent spécifiquement les élections.

Réduction des risques de catastrophes

Les risques qui menacent la Guinée méritent une attention particulière. Ils sont essentiellement constitués de la sécheresse (qui réduiraient par exemple le potentiel hydroélectrique et provoqueraient une perturbation du calendrier agricole) et des risques météorologiques (tornades, inondations).

⁴ Objectif significatif

Afin de veiller à la durabilité des actions de l'UE, ces risques seront pris en compte dans les actions à financer par la facilité de coopération et communication.

Autres considérations, le cas échéant

NON APPLICABLE

3.4 Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)	Impact (Haut/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
Externe	Contexte de pandémie COVID-19 : restrictions, notamment de voyages limitant la disponibilité des experts et impactant les résultats des études.	Moyenne	Moyen	Organisation de missions virtuelles et utilisation d'experts locaux en appui aux experts internationaux. Soutien à la campagne vaccinale anti Covid en Guinée et dans le monde à travers notre communication.
Externe	Transition politique : Détérioration de la situation démocratique et notamment des droits humains	Haute	Haut	Dialogue avec les autorités étatiques
Partenaires	Manque d'efficacité de la nouvelle structure nationale d'appui et de suivi au partenariat UE-Guinée par rapport aux exigences du NDICI	Moyenne	Moyen	Dialogue politique avec les différents ministères techniques et notamment avec le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération. Mesures d'appui ciblées pour le renforcement des capacités institutionnelles.
Projet	Pas de conscience des enjeux stratégiques liés à l'approche basée sur les droits et/ou genre.	Moyenne	Haut	Analyses genre pour tous les programmes/projets Renforcement de capacité, et de la sensibilisation du staff DUE grâce à l'accompagnement par des experts en la matière.
Politique	Engagement politique insuffisant des EMs pour soutenir la mise en œuvre de la stratégie conjointe	Faible	Moyen	Dialogue régulier entre la DUE et les EMs.

Enseignements tirés:

Cette action est une suite logique des précédentes facilités techniques de coopération. Par le passé, les actions de coopération ont bénéficié de plusieurs mesures de soutien. Du 8ème FED jusqu'au 11ème FED, les capacités des partenaires de mise en œuvre de l'UE ont été renforcées dans plusieurs domaines afin de conférer à la coopération un maximum d'efficacité et d'efficacités.

Cependant, une nouvelle approche s'applique désormais sur l'agenda de coopération de l'UE. Ce nouveau cadre d'orientation intègre d'une part les enjeux comme l'égalité de genre, le contrôle de la migration, l'amélioration du climat des affaires et la création des emplois, la protection du capital naturel, la situation socio-politique, etc., et d'autre part, s'appuie sur un cadre financier original (NDICI) inédit.

Au regard des points évoqués ci-haut, l'analyse des expériences antérieures recommandent la prise en compte de certains aspects importants dans la mise en œuvre du programme de coopération UE-Guinée 2021-2027 :

- Le renforcement des capacités des structures étatiques dans l'identification et la formulation des projets/programmes financés à travers le nouvel instrument de coopération NDICI y compris le relèvement spécifique du niveau des nouveaux cadres promus pendant cette transition sur les outils de gestion publique et la déontologie administrative ;
- La réponse à certains besoins ponctuels des partenaires étatiques, notamment ceux liés à la transition politique ;
- Le renforcement des capacités des acteurs de mise en œuvre sur la prise en compte des questions de genre et des droits humains dans les interventions de l'UE ;
- Le financement des activités de communication stratégique, privilégiant les jeunes et les femmes comme cibles ;
- Les actions spécifiques de diplomatie économique et culturelle.

3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente à cette action est de soutenir le partenariat UE-Guinée.

L'action sera gérée par la Délégation de l'UE de la Guinée, à travers des contrats de services et des subventions, avec des procédures locales ou internationales et l'utilisation des différentes facilités thématiques ou spécifiques du siège.

Plus spécifiquement elle sera réalisée à travers des missions d'assistance technique court et moyen termes, de la réalisation d'études d'identification, de formulation et de faisabilité, des enquêtes et sondages statistiques ponctuels, ainsi que des événements, conférences, séminaires et ateliers de formation.

La Facilité permettra de soutenir la mise en œuvre du Plan d'Action Genre III et sa déclinaison au niveau de la Guinée (Country Local Implementation Plan – CLIP) à travers le recrutement d'experts afin de mieux intégrer la dimension genre de manière transversale dans tous les projets et programmes UE, ainsi que dans le dialogue et la coordination avec les différentes parties prenantes.

Pour ce qui est des activités de communication, elles seront réalisées dans le cadre d'une stratégie de communication dont l'objectif sera d'améliorer la connaissance, la compréhension et le soutien à l'UE et notamment à nos valeurs conjointes. Les activités de communication seront gérées par la DUE, en coordination avec les Etats Membres dans le cadre de l'approche Equipe Europe, et par des experts qui accompagneront l'organisation des différentes activités à prévoir.

Les activités culturelles et créatives, et d'appui aux secteur privé seront mises en œuvre par un ou plusieurs contrats de services.

3.6 Matrice indicative du cadre logique

Compte tenu de la nature de cette action, une matrice de cadre logique n'est pas requise au niveau de l'action.

4 MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement simplifiée avec le Gouvernement de Guinée.

4.2 Période indicative de mise en oeuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées à travers les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 60 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3 Mise en oeuvre de la composante relative à l'appui budgétaire – NON APPLICABLE

4.4 Modalités de mise en oeuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE⁵.

4.4.1 Gestion directe (subventions)

Subventions: (Gestion directe)

a) Objet de la(des) subvention(s)

La/les subvention(s) contribuera/contribueront aux objectifs

- Soutenir le développement des capacités et le renforcement des institutions et du capital humain, la réforme de l'État et la modernisation de l'administration, notamment au moyen de l'assistance technique et d'un échange d'expertise publique ainsi que la promotion de la participation du pays aux programmes de l'UE et de ses États membres ;
- Assister dans la mise en œuvre du FEDD+ notamment avec des études préparatoires et l'appui aux institutions de promotion des investissements ou de soutien au secteur privé.

de l'action.

b) Type de demandeurs visés

Il s'agit d'entités légales comme les autorités locales, organismes publics, organisations non gouvernementales et organisations de la société civile et/ou leurs plateformes locales et internationales. Les critères pour sélectionner les bénéficiaires seront, entre autres : (i) compétences et expériences dans la mise en œuvre des objectifs de l'action (ii) expérience dans la zone de mise en œuvre de la subvention ou dans une situation similaire (iii) capacité économique et financière nécessaire pour la réalisation de l'action concernée.

4.4.2 Gestion directe (passation de marchés)

Les activités du projet seront mises en œuvre en gestion directe. La Facilité de coopération aura pour objectif d'appuyer l'identification et la formulation des projets/programmes, d'organiser des formations et la réalisation d'études spécifiques qui ne sont pas couvertes par d'autres appuis institutionnels.

4.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment

⁵ www.sanctionsmap.eu. Please note that the sanctions map is an IT tool for identifying the sanctions regimes. The source of the sanctions stems from legal acts published in the Official Journal (OJ). In case of discrepancy between the published legal acts and the updates on the website it is the OJ version that prevails.

justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI - Europe dans le monde).

4.6 Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (montant en EUR)
Modalités de mise en œuvre – cf. section 4.4	
OS1-Soutenir le développement des capacités et le renforcement des institutions et du capital humain, la réforme de l'État et la modernisation de l'administration, notamment au moyen de l'assistance technique et d'un échange d'expertise publique ainsi que la promotion de la participation du pays aux programmes de l'UE et de ses États membres.	1 900 000
• Subventions (gestion directe) – cf. section 4.4.1	400 000
• Passation de marchés (gestion directe) – cf. section 4.4.2	1 500 000
OS2- Assurer la communication Stratégique et la Diplomatie Publique au travers d'événements et de campagnes à grande échelle autour des priorités identifiées dans le PIM qui démontrent la valeur ajoutée de l'UE dans le pays, d'activités de communication politique autour du Global Gateway, du plan d'action Genre (GAP III) et des interventions spécifiques en matière de dialogue stratégique et sectoriel .	1 300 000
• Passation de marchés (gestion directe) – cf. section 4.4.2	1 300 000
OS3-Faciliter la programmation conjointe et la coordination de la Team Europe au niveau pays. Réalisation d'études pour accompagner la mise en œuvre et l'évaluation de l'action européenne 2021-2027.	200 000
• Passation de marchés (gestion directe) – cf. section 4.4.2	200 000
OS4-Assister dans la mise en œuvre du FEDD+ notamment avec des études préparatoires et l'appui aux institutions de promotion des investissements ou de soutien au secteur privé.	200 000
• Subventions (gestion directe) – cf. section 4.4.1	100 000
• Passation de marchés (gestion directe) – cf. section 4.4.2	100 000
Subventions — enveloppe totale de la section 4.4.1	500 000
Passation de marchés — enveloppe totale de la section 4.4.2	3 100 000
Evaluation – cf. section 5.2	200 000
Audit – cf. section 5.3	
Provision pour dépenses imprévues	200 000
Totaux	4 000 000

4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique en raison de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible la réalisation de cette action ou extrêmement difficile (article 28, paragraphe 10, du règlement NDICI-Global Europe).

5 MESURE DE PERFORMANCE

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (produits et effets directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données: la Délégation établira un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborera régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (produits et effets directs).

Les indicateurs relatifs aux ODD et, le cas échéant, les indicateurs définis d'un commun accord, par exemple dans le document de programmation conjointe, devront être pris en considération.

Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action

5.2 Evaluation

Compte tenu de la nature de l'action, une évaluation finale sera effectuée pour cette action, ou une de ses composantes par des consultants indépendants contractés par la Commission.

Cette évaluation finale sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux.

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins 1 mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fond commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

Sur le plan régional et mondial, les montants alloués à la communication stratégique et de diplomatie publique seront gérés depuis le siège.

Sur le plan national, les documents d'action pour les programmes sectoriels spécifiques ne doivent plus inclure une disposition pour les activités de communication promouvant les programmes concernés. Ces montants seront prévus dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

Le Plan de communication stratégique et diplomatie publique de la Délégation UE en Guinée s'est donné comme objectifs de :

- i. Positionner l'UE (et les Etats Membres dans le cadre de l'Equipe Europe) en tant que partenaire stratégique (politique et socio-économique) privilégié et fiable de la Guinée. La Guinée bénéficierait de l'expertise de l'UE et de sa volonté de promouvoir les valeurs fondamentales.
- ii. Positionner l'UE (et les Etats Membres dans le cadre de l'Equipe Europe) en tant que partenaire commercial de la Guinée, en créant un lien économique fondé sur *l'égalité, la confiance, les valeurs communes*. L'UE a un fort intérêt à attirer des investissements du secteur privé européen.
- iii. Démontrer que l'UE est tout aussi puissante, forte et inventive que les autres grands acteurs géopolitiques présents en Guinée. Notre objectif est de continuer à renforcer la capacité d'action géopolitique de l'Union vis-à-vis des grandes puissances mondiales et régionales.

Pour atteindre ces objectifs, plusieurs typologies nécessitant des approches différentes pour une meilleure efficacité de la communication ont été identifiées :

1. Personnalités influentes intéressées par les questions de gouvernance et de relations internationales en Guinée. Ce public, déjà intéressé par les relations internationales et la politique, connaît l'état des relations de l'UE en Guinée et a développé une vision de la relation UE-Guinée. C'est un public qui a une grande capacité d'influence, à travers ses prises de position. Il est donc important de le cibler afin qu'il soit imprégné du nouveau récit de l'UE, et qu'il puisse transmettre cette nouvelle perception à d'autres cibles. Pour ce groupe on privilégiera les sites de presse en ligne, RFI, RTG, télévisions privées guinéennes et réseaux sociaux (dont Twitter).
2. Citoyens guinéens de 15-35 ans: Il s'agit d'un public fortement influençable à travers des leaders d'opinion, des leaders politiques, des discussions en contact direct. Ce public ne comprend que partiellement les actions de l'UE en Guinée. Il est important de cibler ce public car il représente un grand pourcentage de la population. On peut espérer qu'ils transportent ces messages positifs lorsqu'ils atteindront la génération suivante et qu'ils acquerront davantage de responsabilités. Les canaux de communication que l'on utilisera sont les stations de radio, télévision, réseaux sociaux et collaboration avec des associations, leaders religieux et leaders d'opinion locaux.
3. Citoyens guinéens de plus de 35 ans : Mêmes caractéristiques sociales que le groupe précédent avec lequel il partage ses sources d'information. Il est sensible aux exemples concrets qu'on lui donne, qu'il peut à son tour raconter mais moins disponible et perméable à certains discours, contrairement à la génération des moins de 35 ans. Par son âge et son expérience de vie, ce public dispose d'une légitimité auprès des plus jeunes. En promouvant une image positive de la relation UE-Guinée on peut espérer qu'ils deviennent eux-

mêmes des relais auprès des 15-35 ans. Même approche pour la communication que le groupe précédent avec une certaine priorité aux langues locales dans les zones en dehors de Conakry.

4. Contribuables européens intéressés par la Guinée : Européens de plus de 18 ans, vivant pour la plupart dans l'UE, de toutes catégories socio-professionnelles, ayant un intérêt ponctuel ou permanent pour la Guinée. L'UE a un devoir de transparence envers ses contribuables. Un européen qui cherche des infos sur la coopération européenne en Guinée doit arriver sur le site ou les réseaux sociaux de la Délégation.

Certaines activités ont déjà été identifiées dans le cadre du plan stratégique, telles que la conception des campagnes différenciées de communication à canaux multiples destinées aux différents groupes de public, l'établissement des partenariats avec les médias locaux et l'identification des influenceurs nationaux clés pour le développement d'une campagne de communication communautaire.

Narratif :

L'UE et ses membres partagent des valeurs communes et une vision de l'avenir fondée sur des principes et des objectifs convergents. Au regard de cet atout et d'autres potentialités dont elle dispose, la Guinée reste un partenaire bilatéral clé et un partenaire régional stratégique, sur le continent africain et dans les enceintes multilatérales. La relation de longue date avec la Guinée est basée sur le respect et la confiance mutuels, qui sont les fondements d'un partenariat riche et multiple. La relation a évolué et au fil du temps mais l'UE a toujours pu compter sur la Guinée pour l'accompagner dans l'évolution des priorités et des intérêts.

Messages principaux :

- L'UE est un **partenaire de référence** pour la Guinée.
- Partenariat entre égaux, gagnant - gagnant : voir l'émergence économique et sociale du pays décoller grâce à une bonne gouvernance, une politique inclusive, la relance verte et des investissements du secteur privé, avec un accent mis désormais sur les jeunes et les femmes.
- L'UE est prêt à accompagner la Guinée dans le processus de transition politique.

Slogans principaux :

Main dans la main pour enrichir notre coopération

La réussite est possible en Guinée

Il est envisagé qu'un contrat de communication et de visibilité puisse être conclu au titre d'un contrat-cadre.